



L'amitié franco-allemande est fondamentale pour l'Europe



Auteur : Nicolas Sarkozy

La Fondation Robert Schuman publie le discours prononcé à Berlin le 28 février 2014 par Nicolas Sarkozy, président de la République française (2007-2012), à la Fondation Konrad Adenauer sur la relation franco-allemande.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Editorial - Infrastructure - Elargissement **Elections** : PPE - Site - Hongrie
Crise financière : Bilan/déséquilibres - BCE - OCDE - FMI - Lettonie **Conseil européen** : Ukraine **Commission** : Aéroports - Mer - Femmes
Conseil : Justice/Intérieur - Environnement - Energie - Armes - Travailleurs détachés - Emploi/Jeunesse **Diplomatie** : Tunisie - Iran **Allemagne** : Energie - Immigration - Technologies **Chypre** : Privatisations **Estonie** : Démission
France : Maurice Faure - Ukraine **Grèce** : Allemagne **Irlande** : Allemagne
Italie : Libye **Roumanie** : Gouvernement **Royaume-Uni** : Economie
Ukraine : Aide/UE - Visegrad - OTAN - OSCE - Crimée **Eurostat** : Croissance - Femmes **Eurobaromètre** : Agriculture **Etudes/Rapports** : Allemagne - Femmes
Culture : Expo/Francfort - Expo/Londres - Expo/Paris - Expo/Tolède

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Ukraine: l'Europe et la Russie?



Dans un éditorial publié sur son site, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, estime que l'usage répété de la force armée sur le territoire européen rappelle de dangereux précédents historiques qui nécessitent une réaction ferme et une négociation directe et déterminée entre Européens... [Lire la suite](#)

Le financement des infrastructures de transport



Un séminaire sur "les nouveaux financements pour les infrastructures de transport européennes", organisé par la Caisse des Dépôts et Consignations, le Comité pour la Transalpine et le Comitato Transpadana se tiendra le 18 mars 2014. Michel Barnier, Commissaire européen en charge du marché intérieur et des services, Jean-Paul Gauzès, Député européen et membre du Conseil d'administration de la Fondation Robert Schuman et Philippe Maystadt, Professeur à l'université de Louvain et ancien

Président de la Banque européenne d'Investissement (BEI), figureront dans le panel des intervenants. L'inscription est obligatoire... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Les enjeux de l'élargissement



La Fondation Robert Schuman organise le 12 mars, en partenariat avec la Représentation de la Commission européenne à Paris, une conférence sur les enjeux de l'élargissement de l'Union européenne à travers une réflexion sur l'Instrument d'aide de pré-adhésion (IAP). Plusieurs personnalités politiques européennes et des spécialistes des questions d'élargissement débattront du sujet. L'inscription est obligatoire dans la limite des places disponibles... [Lire la suite](#)

Elections :

Jean-Claude Juncker, élu candidat du PPE à la présidence de la Commission



Le Parti Populaire Européen a tenu les 6 et 7 mars son congrès à Dublin. A cette occasion, Joseph Daul a été réélu à la tête du parti avec près de 90% des voix. Le congrès a ensuite choisi son candidat pour la présidence de la prochaine Commission européenne en la personne de Jean-Claude Juncker, qui a reçu 61% des votes exprimés, contre 39% à Michel Barnier. Jean-Claude Juncker a déclaré être "fier de l'Europe". Enfin, le congrès a adopté son programme électoral... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Nouvelles données sur les partis politiques européens (manifeste, candidat désigné pour la Commission)



Sur son site dédié aux élections européennes, la Fondation Robert Schuman a mis à jour sa carte interactive avec la liste des partis politiques qui se présentent dans les 28 Etats membres et a également mis en ligne la liste des partis politiques européens avec, notamment, le président désigné par parti pour la Commission ainsi que le lien vers le manifeste du parti... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

A un mois des élections législatives en Hongrie, Viktor Orbán favori du scrutin



Les élections législatives auront lieu le 6 avril. Elles se dérouleront selon un nouveau mode de scrutin. Les Hongrois désigneront 199 députés (actuellement 386) au scrutin mixte : 106 seront élus au scrutin uninominal au sein de circonscriptions et 93 au scrutin proportionnel de liste. 7 partis sont représentés au Parlement : la FIDESZ-MPP du Premier ministre Viktor Orbán, 226 députés ; le parti socialiste (MSZP), 48 sièges ; Jobbik, parti d'extrême droite, 43 députés ; les chrétiens démocrates (KDNP) 37 députés ; DK, parti de centre gauche, 10 sièges ; PM (gauche écologiste) 8 députés ; LMP (écologistes libéraux) 7 sièges. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Nezőpont, 37% voteraient pour la FIDESZ, 18% pour l'opposition, 12% pour Jobbik... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Rapport sur les déséquilibres macroéconomiques de la Commission



Dans son rapport sur les déséquilibres macroéconomiques publié le 5 mars 2014, la Commission européenne a examiné la situation de 17 Etats membres. Elle a notamment décidé de placer la France sous surveillance renforcée, après avoir une nouvelle fois épinglé son manque de compétitivité et le niveau élevé de sa dette. Pour l'exécutif européen, la France souffre de nombreux déséquilibres macroéconomiques qui n'ont pas été suffisamment corrigés et nécessitent désormais ce type de surveillance qui sera également appliquée à l'Espagne et à l'Irlande, deux pays qui viennent tout juste de sortir de leur plan d'assistance financière. Seules la Croatie, la Slovénie et l'Italie, qui conjuguent une dette conséquente à des problèmes de compétitivité, sont dans une pire situation que la France. Ces trois pays font face à des déséquilibres jugés "excessifs" qui requièrent une surveillance renforcée... [Lire la suite](#)

BCE : maintien des taux, perspectives économiques et conférence de M. Draghi

Les gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) réunis le 6 mars 2014 ont décidé de maintenir les taux inchangés à respectivement 0,25 %, 0,75 % et 0%. La BCE a publié ses prévisions macroéconomiques pour 2014-2015 dans la zone euro. D'après la BCE,



la zone euro devrait connaître une croissance de 1,2% en 2014, de 1,5 % en 2015, et 1,8% en 2016. L'institution estime que l'inflation devrait augmenter de 1% en 2014, de 1,3% en 2015 et de 1,5% en 2016. Par ailleurs, la consommation privée devrait croître de 0,7% en 2014, de 1,2% en 2015 et de 1,4% en 2016. Lors d'une conférence, le Président de la BCE Mario Draghi a indiqué : "L'euro est un îlot de stabilité. Il doit redevenir un îlot de prospérité et de création d'emplois, mais il est certainement un îlot de stabilité.".. [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Augmentation de l'inflation annuelle dans la zone OCDE



L'OCDE a publié le 4 mars 2014 les chiffres de l'inflation annuelle de ses Etats membres et a indiqué que l'inflation avait connu une légère hausse à 1,7% entre janvier 2013 et janvier 2014, comparé à 1,6% entre décembre 2012 et décembre 2013. Pour l'OCDE, cette augmentation est due à une hausse des prix de l'énergie, qui ont augmenté de 2,1% en janvier comparé à 1,7% en décembre 2013. De son côté, l'inflation annuelle de l'alimentation a ralenti en glissement annuel à 1,4% en janvier comparé à 1,5% en décembre 2013. Hormis dans ces domaines, l'inflation annuelle a été stable à 1,6% en janvier 2014 dans la zone OCDE... [Lire la suite](#)

L'Europe n'est pas sortie de la crise, d'après Christine Lagarde



Invitée au Forum global sur l'Espagne à Bilbao le 3 mars 2014, Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a salué les progrès faits par l'Espagne et l'Europe pour sortir de la crise mais elle a mis en garde les pays européens et l'Espagne en mettant en avant que la crise n'était pas terminée et qu'elle allait laisser des traces pendant de nombreuses années. Pour stabiliser et renforcer la sortie de crise, Christine Lagarde a souligné qu'il était nécessaire de "renforcer l'architecture de l'Union monétaire", de "soutenir la demande par le biais de politiques monétaires et fiscales", et de faire des efforts sur les réformes du marché du travail. Pour l'Espagne, elle a souligné que le pays devait poursuivre ses réformes du marché du travail et de la réduction de la dette publique... [Lire la suite](#)

La Lettonie va rejoindre le Mécanisme européen de stabilité



La Lettonie rejoindra le Mécanisme européen de stabilité (MES), le 13 mars prochain, devenant ainsi le 18e membre du fonds de sauvetage. Selon un communiqué publié le 3 mars par le MES, la Lettonie peut demander une aide financière si le pays rencontre des problèmes de financement sur le marché et si cette aide est jugée nécessaire pour préserver la stabilité financière de la zone euro. De plus, en tant que membre, la Lettonie est obligée de souscrire au capital du MES, ce qui apporte un soutien pour les titres de créance émis par le MES afin de financer des prêts et d'autres formes d'aide financière... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil européen :

Conseil européen extraordinaire sur l'Ukraine : sanctions graduées contre la Russie



Le 6 mars 2014, les 28 chefs d'État et de gouvernement ainsi que les responsables européens ont rencontré le Premier ministre ukrainien, Arseniy Yatseniuk. Ils ont appelé les autorités russes à retirer leurs forces armées du territoire ukrainien et à laisser entrer les représentants internationaux en Crimée. Ils estiment illégal le vote du Parlement de Crimée en faveur d'un rattachement à la Russie intervenu le même jour. Afin de marquer leur désaccord avec l'attitude russe, les Européens confirment la suspension des discussions bilatérales concernant les visas. Le gel d'avoirs, la restriction de séjour pour les ressortissants russes et la suspension du sommet UE-Russie pourraient être mis en œuvre. Par ailleurs, le Conseil européen a affirmé vouloir signer les chapitres politiques de l'accord d'association et de stabilisation avec l'Ukraine... [Lire la suite](#)

Commission :

Nouvelles règles européennes de sécurité dans les aéroports

Le 6 mars 2014, les nouvelles règles qui prévoient des normes communes de sécurité en matière de conception, d'exploitation et de



maintenance, applicables dans plus de 700 aéroports de l'Union européenne et de l'Espace économique européen sont entrées en vigueur. Selon le vice président de la Commission européenne, Siim Kallas, la priorité dans l'espace aérien reste la sécurité des passagers, ainsi que celle de ses exploitants. Les nouvelles règles concernent le cadre juridique européen qui permettra de certifier la conformité des aéroports aux exigences techniques et opérationnelles... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Stratégie maritime



La Haute représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, vice-présidente de la Commission européenne, Catherine Ashton, a communiqué des éléments au Parlement européen et au Conseil en vue de la mise en place d'une stratégie maritime au niveau européen. Ces éléments identifient les intérêts de sécurité en jeu au niveau maritime ainsi que les risques existants et proposent de structurer la stratégie maritime européenne autour de quatre grands axes : optimiser, au niveau national et européen, l'utilisation des capacités maritimes dont disposent les 28 Etats membres, promouvoir une coopération efficace et crédible au niveau international dans le domaine maritime, promouvoir une optimisation des coûts par une meilleure coopération entre Etats membres et améliorer la solidarité existant entre les Etats membres dans la lutte pour la sécurisation de l'espace maritime... [Lire la suite](#)

Renforcement du principe de l'égalité des rémunérations des femmes et des hommes



La Commission européenne a adopté le 7 mars 2014 une recommandation invitant les Etats membres à améliorer la transparence en matière de rémunération entre les femmes et les hommes. Dans son rapport, la Commission estime que l'écart de rémunération, soit l'écart moyen de rémunération horaire entre hommes et femmes pour l'ensemble de l'économie, stagne à 16,4% dans l'Union européenne. L'égalité de rémunération étant primordiale, la Commission recommande aux États membres d'améliorer la transparence des salaires par une série de mesures, en proposant notamment de permettre aux salariés de demander des informations au sujet des rémunérations au sein d'une entreprise. Elle invite donc les États membres, d'ici la fin de l'année 2015, à faire un rapport à la Commission sur les mesures qu'ils auront prises pour mettre en oeuvre ces recommandations... [Lire la suite](#)

Conseil :

Décisions du Conseil Justice/Intérieur



Les 28 ministres européens de l'intérieur et de la justice, réunis les 3 et 4 mars 2014, ont fait un point sur les migrations, sur la Task Force pour la Méditerranée, sur la régulation de l'agence européenne Europol, sur la protection des données, et sur la mise en place d'un procureur public européen et des dispositions légales concernant les enfants dans les procédures judiciaires criminelles. Ils ont encouragé les acteurs impliqués à poursuivre leurs efforts sur le contrôle des flux migratoires et ont pris acte des informations de la Commission et des agences européennes travaillant sur ces domaines. Ils ont souligné la nécessité de réformer le Collège européen de Police (CEPOL) à l'aune du Traité de Lisbonne. Dans le domaine de la protection des données, les ministres ont soutenu les propositions de la Commission. Quant au Procureur public européen, des divergences sont apparues concernant les compétences qui lui seraient conférées et le débat s'est centré sur les délimitations du périmètre d'action... [Lire la suite](#)

Environnement : Horizon 2030, OGM et économie verte



Les 28 ministres européens de l'environnement réunis le 3 mars 2014 ont indiqué qu'un débat tel que celui proposé par la Commission européenne sur un cadre général à l'horizon 2030 devait être organisé pour clarifier les choses auprès des investisseurs et des entreprises concernant les politiques énergétiques et climatiques des années à venir. Ils ont également décidé de la réouverture des discussions sur la proposition législative concernant la possibilité, pour les Etats membres, de restreindre ou d'interdire la culture d'OGM sur leurs territoires. Enfin, ils ont débattu sur l'analyse annuelle sur la croissance en se concentrant sur les priorités de "l'économie verte" des programmes de réforme nationaux à l'horizon du Conseil

Quelles politiques énergétiques à l'horizon 2030?



Le 4 mars 2014, les 28 ministres européens de l'énergie ont débattu des prix et du coût de l'énergie en Europe et d'un cadre d'actions à l'horizon 2030 sur les politiques énergétiques et climatiques. Ils ont rappelé l'importance de sécuriser le marché de l'énergie dans son approvisionnement en conservant des prix abordables et ont appelé les entreprises à réduire leur consommation énergétique. Ils ont aussi discuté des moyens de rendre le marché européen de l'énergie plus compétitif sur la scène internationale... [Lire la suite](#)

Traité sur le commerce des armes



Le 3 mars 2014, le Conseil de l'Union européenne a adopté une décision autorisant les Etats membres de l'UE à ratifier le Traité sur le commerce des armes de l'Organisation des Nations unies (ONU). Ce traité couvrant des compétences exclusives de l'UE et parce qu'elle ne peut pas être partie à ce traité, ses Etats membres devaient bénéficier d'une autorisation de l'UE avant de pouvoir le ratifier. Cette décision permettra, d'après la Haute représentante aux affaires étrangères et à la politique de sécurité de l'Union européenne, Catherine Ashton, de renforcer ce traité et de lui donner plus de présence sur la scène internationale... [Lire la suite](#)

Directive sur les travailleurs détachés



Le Comité des représentants permanents (Coreper) a approuvé le 5 mars 2014 un texte de compromis pour l'application de la directive 96/711 sur les travailleurs détachés, convenue provisoirement entre la présidence grecque du Conseil et le Parlement européen. Le texte fixe un équilibre entre la nécessité de garantir "certitude et transparence" auprès des fournisseurs de services tout en reconnaissant la compétence des Etats membres. Le texte fixe notamment les critères selon lesquels les Etats membres pourront imposer des conditions administratives et de contrôle pour les travailleurs détachés, renforce la protection des droits des travailleurs détachés vis-à-vis de leurs employeurs et pose des limites contre les abus et contre les contournements juridiques. Vous pouvez lire sur ce sujet une étude de la Fondation Robert Schuman... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Les Etats européens doivent améliorer le cadre légal réglant les stages



Le 10 mars 2014, les 28 ministres de l'Education de l'UE ont listé des recommandations à destination des Etats membres concernant la réglementation des stages. Notant des dérives importantes dans ce domaine en expansion depuis le début du XXIe siècle, ils ont notamment invité les Etats membres à renforcer la législation encadrant les stages en obligeant les entreprises à fixer des objectifs au stagiaire et à assurer un suivi, en s'assurant que tous les stages se font bien sous le régime d'une convention, à améliorer les conditions de travail applicables au stagiaire ou encore à mettre au clair les droits et obligations des parties à une convention de stage. Ils ont également invité les Etats membres à faire en sorte que les stages soient limités dans le temps et à rendre la législation sur les stages plus transparente... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Partenariat de mobilité UE/Tunisie



L'Union européenne et la Tunisie ont officiellement signé un partenariat de mobilité le 3 mars 2014, à Bruxelles. Une déclaration conjointe a été signée entre Cécilia Malmström, la Commissaire européenne chargée des Affaires intérieures, Tahar Cherif, Ambassadeur de la Tunisie auprès de l'Union européenne et les ministres des dix Etats membres de l'UE concernés: Belgique, Danemark, Allemagne, Espagne, France, Italie, Pologne, Portugal, Suède, Royaume Uni. Cet accord vise à faciliter la circulation des personnes entre l'Union européenne et la Tunisie, ainsi qu'à promouvoir une coopération au sujet des flux migratoires existants, et notamment à mieux affronter les défis présents en Méditerranée... [Lire la suite](#)

Iran : C. Ashton prudente sur les chances d'aboutir à un accord global



La Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, s'est rendue en Iran les 8 et 9 mars 2014 pour y rencontrer les dirigeants iraniens dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord sur le nucléaire iranien de novembre 2013. Elle a rencontré le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif. Outre les problématiques liées au nucléaire iranien, Catherine Ashton et Mohammad Javad Zarif ont abordé des questions liées à la situation en Syrie, concernant le futur de l'Afghanistan, plus particulièrement les problèmes liés au trafic de drogues ainsi que le respect des droits de l'homme. Elle est restée prudente sur les chances d'aboutir à un accord global, affirmant que les négociations étaient difficiles et sans "garantie de succès"... [Lire la suite](#)

Allemagne :

Le groupe RWE accuse sa première perte nette depuis plus de 60 ans



Pour la première fois depuis plus de soixante ans, le numéro deux de l'énergie allemand est dans le rouge. Lors de la présentation de ses résultats annuels le 4 mars 2014, le groupe RWE a annoncé avoir perdu 2,8 milliards d'euros en 2013. C'est la conséquence directe du tournant énergétique pris par l'Allemagne depuis trois ans. Les centrales à charbon de RWE sont devenues moins compétitives face aux énergies renouvelables fortement subventionnées. De manière générale, 2014 sera une nouvelle mauvaise année. Mais le directeur financier Bernhard Günther espère ne pas avoir à annoncer une nouvelle perte nette. RWE est en train de supprimer plusieurs milliers d'emplois... [Lire la suite](#)

7,6 millions d'étrangers en Allemagne



Le nombre d'étrangers vivant en Allemagne a atteint un record l'an dernier, selon des chiffres publiés le 7 mars 2014 qui font état d'une hausse de 6% sur un an. Fin 2013, 7,6 millions d'étrangers vivaient en Allemagne - sur 80,5 millions d'habitants -, selon les chiffres publiés par l'Office fédéral des statistiques Destatis. C'est le nombre le plus élevé enregistré depuis la création de ce registre en 1967, selon Destatis. L'Allemagne connaît un afflux sans précédent de demandeurs d'asile en provenance de la Serbie avec 18 001 demandes, en augmentation de plus de 40% par rapport à 2012. La Macédoine et la Bosnie-Herzégovine arrivent également dans les six principaux pays d'origine... [Lire la suite](#)

Inauguration du CeBIT



La chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre britannique David Cameron ont inauguré le 10 mars l'édition 2014 du CeBIT (salon des technologies de l'information et de la bureautique) à Hanovre. Le Royaume-Uni est partenaire de cette édition, dont la thématique principale est la databilité, la gestion des données et l'économie digitale. Le salon se tient jusqu'au 14 mars... [Lire la suite](#)

Chypre :

Chypre adopte une loi sur la privatisation de services publics



Le Parlement chypriote a adopté, le 4 mars 2014, une loi sur la privatisation des principaux services publics. Cette adoption ouvre la voie au versement d'une nouvelle tranche d'un prêt international de 10 milliards d'euros obtenu en mars 2013. Les députés réunis en session extraordinaire ont approuvé le texte par 30 voix contre 26 et aucune abstention, après avoir rejeté une précédente version le 27 février 2014. Le gouvernement avait choisi d'amender le texte pour s'assurer d'obtenir la majorité et garantir le versement de 236 millions prévu par la troika des bailleurs de fonds (Union européenne, FMI et BCE). La version amendée garantit que les termes des contrats des salariés des compagnies de l'électricité (EAC), des télécoms (Cyta) et de l'Autorité des Ports seront conservés après la privatisation... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Estonie :

Démission du Premier ministre estonien Andrus Ansip

Comme attendu, le Premier ministre estonien, Andrus Ansip, a déposé sa démission le 4 mars 2014, lors d'une session extraordinaire, au gouvernement. Le gouvernement, qui a également démissionné, est



toutefois maintenu en fonction jusqu'à la nomination d'un nouveau Premier ministre et d'un nouveau gouvernement... [Lire la suite](#)

France :

Le dernier signataire vivant du traité de Rome, Maurice Faure, est mort



L'ancien ministre du gouvernement Guy Mollet, Maurice Faure, est mort le 6 mars 2014, à l'âge de 92 ans. Il était le dernier signataire vivant des traités de Rome, qui instituaient la Communauté économique européenne et la Communauté de l'énergie atomique en 1957... [Lire la suite](#)

Vitali Klitschko et Petro Porochenko reçus par le président français



François Hollande a exposé le 7 mars 2014 à Vitali Klitschko et Petro Porochenko, tous deux candidats à la présidence de l'Ukraine, les efforts de médiation fournis par la communauté internationale et a mis en avant que l'Union européenne était prête à accentuer les sanctions si la situation n'évoluait pas. Il a rappelé la nécessité pour la Russie de respecter le droit international en acceptant une solution de sortie de crise garantissant l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine. Enfin, il a souligné le soutien de la France aux nouvelles autorités ukrainiennes et l'importance, pour la transition démocratique, que l'élection présidentielle du 25 mai se déroule de façon transparente... [Lire la suite](#)

Grèce :

Visite du Président allemand Joachim Gauck en Grèce



Le président allemand, Joachim Gauck, s'est rendu en Grèce pour une visite d'État les 6 et 7 mars 2014. Le président allemand a été reçu par son homologue grec, Carolos Papoulias. M. Gauck est venu exprimer aux Grecs le respect et la reconnaissance de l'Allemagne pour les efforts fournis en vue de redresser leur pays, durement touché par la crise de la dette. Comme projet d'avenir commun, un fonds d'avenir germano-grec sera créé et un office germano-grec pour la jeunesse sera également mis en place afin de "construire les ponts de la compréhension"... [Lire la suite](#)

Irlande :

Rencontre d'Enda Kenny avec la chancelière allemande Angela Merkel



La chancelière allemande Angela Merkel a fait l'éloge du plan de sauvetage irlandais le 7 mars 2014 lors de sa visite à Dublin, expliquant que cela était "une extraordinaire réussite". Angela Merkel a rencontré le Premier ministre irlandais Enda Kenny pour une réunion bilatérale. Lors d'une conférence de presse conjointe, Angela Merkel a estimé qu'il était important que les leçons soient tirées du passé, ajoutant que l'Europe avait à travailler étroitement sur l'union bancaire. "Nous avons beaucoup réalisé, mais nous ne sommes pas encore au bout du chemin," a-t-elle ajouté... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Italie :

Conférence internationale sur la Libye



La ministre italienne des Affaires étrangères, Federica Mogherini, a ouvert à Rome une conférence internationale le 6 mars 2014 sur l'aide à la stabilisation de la Libye. "Progrès trop lents", situation politique et sécuritaire "préoccupante" : les Occidentaux ont exprimé leur inquiétude sur la Libye en lui demandant de faire davantage pour instaurer un vrai "dialogue national", garant de la stabilité politique. La nouvelle ministre italienne des Affaires étrangères, Federica Mogherini, a souligné que la lenteur du processus de transition vers la démocratie "ne permettait pas à l'aide de la communauté internationale de se déployer". "Personne ne peut se permettre de laisser échouer le processus de transition", a-t-elle dit en appelant la Libye à "faire des efforts pour que les projets puissent être mis en oeuvre"... [Lire la suite](#)

Roumanie :

Le Parlement roumain apporte sa confiance au nouveau gouvernement



Les députés roumains ont voté le 4 mars 2014, par 346 voix contre 191, en faveur du nouveau gouvernement formé par le Parti social-démocrate, l'Union nationale pour le progrès de la Roumanie, le Parti conservateur et l'Union démocratique des Magyars de Roumanie. Selon le Premier ministre, Victor Ponta, le nouveau gouvernement poursuivra le programme de gouvernance approuvé en 2012. Lors de la séance plénière du Parlement, le leader libéral Crin Antonescu a démissionné de ses fonctions de président du Sénat. Le 5 mars 2014, les ministres représentant quatre partis politiques (Parti social-démocrate, Union nationale pour le progrès de la Roumanie, Parti conservateur et Union démocratiques des Magyars de Roumanie) ont prêté le serment d'investiture... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Royaume-Uni :

Plan économique britannique a long terme



Le gouvernement britannique a défendu le 4 mars 2014 son plan économique à long terme, qui fixe les priorités du gouvernement en termes de réforme économique pour les mois à venir. Le plan, dont l'objectif principal est selon le Premier ministre David Cameron d'assurer la "sécurité économique et la tranquillité d'esprit" de ses citoyens et des nouvelles générations, s'articule autour de cinq axes prioritaires: réduction du déficit, coupe dans l'impôt sur le revenu, création d'emploi, gestion des prestations sociales, réduction de l'immigration et amélioration de l'enseignement scolaire... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Ukraine :

L'aide européenne en faveur de l'Ukraine s'élève à 11 milliards €



La Commission européenne a présenté le 5 mars 2014 un plan d'aide "d'au moins 11 milliards d'euros" en faveur de l'Ukraine. Dans le détail, il y a 1,6 milliard sous forme de prêts, 1,4 milliard de dons, dont 600 millions au cours des deux prochaines années, 3 milliards de la Banque d'investissement européenne (BEI). Ajouté à cela, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) a annoncé qu'elle était prête à investir au moins 5 milliards d'euros en Ukraine jusqu'en 2020 pour soutenir les réformes dans ce pays en crise. Enfin, la Commission va mobiliser 250 millions de fonds de la politique de voisinage afin de lever 3,5 milliards de prêts. Par ailleurs, le Conseil a décidé de mettre en oeuvre des sanctions à l'égard de 18 personnes du régime de V. Ianoukovitch, comprenant un gel de leurs avoirs et les conditions leur permettant de les récupérer... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

L'intervention russe en Crimée rappelle de mauvais souvenirs en Europe centrale



Les voisins européens de l'Ukraine se sont dits "atterrés" du rôle de la Russie dans une crise qui, selon eux, rappelle la façon dont l'Union soviétique avait maté leurs propres contestations pendant la Guerre froide. "La République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie sont atterrées d'être les témoins d'une intervention militaire, dans l'Europe du XXIe siècle, semblable à leurs propres expériences de 1956, 1968 et 1981", ont écrit les chefs de gouvernement de ces quatre pays dans un communiqué commun le 4 mars 2014. Le Tchèque Bohuslav Sobotka, le Hongrois Viktor Orban, le Polonais Donald Tusk et le Slovaque Robert Fico se sont exprimés sous l'égide du groupe de Visegrad, qui associe ces quatre pays de l'UE sur les questions énergétiques et de sécurité, ainsi que sur le partenariat avec les pays de l'Est comme l'Ukraine ou la Russie... [Lire la suite](#)

L'OTAN aux côtés de la révolution ukrainienne



Le 6 mars 2014, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a reçu le Premier ministre ukrainien, Arsenii Yatseniuk. Il lui a assuré le soutien de l'OTAN et a rappelé l'attachement de l'organisation au respect du droit international et de la souveraineté des nations. Le 4 mars, le Conseil de l'Atlantique Nord a mis en avant que la situation en Ukraine présentait de sérieuses implications pour la sécurité et la stabilité de la zone euratlantique. Par ailleurs, il a souligné qu'il soutenait toutes les initiatives visant à trouver une solution pacifique à cette crise. Enfin, il a indiqué que les travaux de la Commission OTAN-Ukraine seraient poursuivis et qu'il coopérerait avec la Russie lors du sommet OTAN-Russie. Le 5 mars, les ambassadeurs des Etats membres de l'OTAN et de l'UE ont rappelé l'importance du respect de la souveraineté

18 pays de l'OSCE dans une mission d'observateurs



18 pays membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) participent à une mission d'observateurs militaires en Ukraine : il s'agit du Canada, du Danemark, du Royaume-Uni, de la République tchèque, de la Finlande, de la France, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège, de la Pologne, de la Slovaquie, de la Suède, de la Turquie, de l'Allemagne, de l'Estonie, de l'Irlande et des Etats-Unis. Cependant, les 40 observateurs de l'OSCE, venus en Ukraine à la demande du nouveau pouvoir ukrainien, ont dû rebrousser chemin, après avoir été empêchés par des hommes armés d'entrer en Crimée... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Vers un référendum le 16 mars en Crimée



Le 16 mars prochain, les habitants de Crimée sont invités par voie référendaire à répondre à deux questions : souhaitent-ils que la Crimée intègre la Fédération de Russie, ou préfèrent-ils un retour à la Constitution de 1992, qui leur octroyait plus d'autonomie au sein de l'Ukraine? On note que l'ensemble de la communauté internationale condamne ce référendum... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Eurostat :

Hausse du PIB de la zone euro



Eurostat a annoncé le 5 mars 2014 que le PIB de la zone euro avait crû de 0,3% au 4e trimestre 2013 d'après ses dernières estimations. De son côté, le PIB de l'UE a progressé de 0,4%. Sur un an, par rapport au 4e trimestre 2012, le PIB a augmenté de 0,5% pour la zone euro et de 1,1% pour l'UE. En revanche, sur l'ensemble de l'année 2013, le PIB a baissé de 0,5% pour la zone euro et augmenté de 0,1% pour l'UE. La Suède, la République tchèque et la Roumanie ont connu la croissance la plus forte avec une hausse de plus de 1,5% et Chypre, le Danemark et la Finlande ont enregistré les baisses les plus importantes... [Lire la suite](#)

UE : 40% des femmes diplômées de l'enseignement supérieur contre 32% des hommes



Le 7 mars, veille de la journée internationale de la femme, Eurostat a publié une étude estimant notamment que pour l'année 2012, 40% des jeunes femmes étaient diplômées de l'enseignement supérieur contre seulement 32% des hommes, au sein de l'Union européenne. De plus, la part des femmes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation (10,9%) était moins élevée que celle des hommes (14,4%)... [Lire la suite](#)

Eurobaromètre :

Les Européens et la politique agricole commune



Eurobaromètre a publié un nouveau sondage portant sur la perception qu'ont les citoyens européens de l'agriculture et de la politique agricole commune (PAC). Il ressort de cette étude que les Européens accordent une importance croissante à l'agriculture (53% estiment qu'elle est un enjeu très important pour les années à venir) mais que leur connaissance de ce secteur reste relative. Les Européens estiment également que le montant alloué à la PAC est adéquat, et la grande majorité estime qu'il est important de lier l'aide financière accordée aux agriculteurs au respect de pratiques agricoles bénéfiques pour l'environnement. Les personnes interrogées ont également indiqué que ce qui comptait le plus pour elles, c'était la traçabilité de l'aliment depuis son pays d'origine. Enfin, pour la majorité des personnes interrogées, la qualité reste le principal facteur d'achat... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

"Nouvelle puissance, nouvelle responsabilité"

La fondation allemande "Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)" et le German Marshall Fund des Etats-Unis publient un document qui reflète les résultats du projet commun intitulé "Éléments pour une stratégie de



politique étrangère de l'Allemagne". Le texte évoque les quatre facettes principales de la nouvelle responsabilité de l'Allemagne au niveau international: "L'Allemagne et l'ordre international", "L'Allemagne et l'Europe", "Les relations stratégiques de l'Allemagne" et "L'Allemagne et la sécurité internationale"... [Lire la suite](#)

Une femme sur trois victime de violences en Europe



L'Agence européenne des droits fondamentaux a publié le 5 mars 2014 un rapport sur la violence faite aux femmes dans l'Union européenne. Il en ressort notamment que 33% des femmes européennes, soit 62 millions à travers l'Europe, ont été victimes de violences physiques et/ou sexuelles depuis l'âge de 15 ans. Pour davantage prévenir les violences faites aux femmes, le rapport incite les Etats à ratifier la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul), mais il suggère également que les Etats considèrent la violence conjugale comme un sujet nécessitant l'intervention de l'Etat plutôt que comme une affaire privée et qu'ils revoient leur législation sur le harcèlement sexuel... [Lire la suite](#)

Culture :

Rétrospective "Emil Nolde" à Francfort



Le musée Städel de Francfort présente la première rétrospective du peintre expressionniste allemand Emil Nolde (1867-1956) organisée depuis 25 ans dans son pays, offrant un large aperçu de ses paysages du nord de l'Allemagne, de scènes de la vie berlinoise ou de la Bible. L'exposition, présentée jusqu'au 15 juin 2014, suit en 12 chapitres et 140 toiles, aquarelles et gravures, une présentation chronologique de l'œuvre du peintre, avec un regard plus appuyé sur ses débuts ainsi que ses dernières œuvres, jusqu'ici moins présentées... [Lire la suite](#)

"Vikings - Life and Legends" à Londres



Une nouvelle exposition du British Museum à Londres veut revisiter l'image des Vikings, ces scandinaves dont le nom signifie "pirate" en vieux norrois. En explorant leurs navires, leurs armes, leur art, leurs mots et même leurs squelettes, "Vikings: Life and Legends" vise à démontrer de quelle façon l'énergie et les idées de ces peuples ont mené à des changements d'ampleur planétaire. La navigation maritime occupe le centre de l'exposition. La pièce maîtresse est d'ailleurs le plus grand navire viking jamais trouvé. L'exposition est ouverte jusqu'au 22 juin 2014... [Lire la suite](#)

Van Gogh – Artaud, le suicide de la société



Le Musée d'Orsay à Paris consacre une exposition à la relation Van Gogh - Artaud. En 1947, le galeriste Pierre Loeb suggéra à Antonin Artaud (1896-1948) d'écrire un texte sur le peintre. Artaud s'attachait à démontrer comment la lucidité supérieure de Van Gogh gênait les consciences ordinaires. En s'appuyant sur les catégories ou les désignations singulières mises en avant par Artaud dans son texte "Van Gogh - le suicidé de la société", le parcours de l'exposition se déroule à travers une trentaine de tableaux, un choix de dessins et de lettres de Van Gogh ainsi qu'une sélection d'œuvres graphiques du poète-dessinateur. L'exposition est ouverte du 11 mars jusqu'au 6 juillet 2014... [Lire la suite](#)

Le Greco à l'honneur à Tolède



Le Musée Santa-Cruz de Tolède proposera du 15 mars au 14 juin 2014 une exposition sur le peintre El Greco, qui s'étendra à l'ensemble de la ville via un parcours entre les différents lieux de Tolède liés à l'œuvre du peintre. L'exposition vise à ancrer le "Grec de Tolède" dans son époque, en mettant en évidence ses influences et relations avec les artistes de son temps. Les premières années du peintre, avant son arrivée à Tolède et ses influences crétoises, vénitiennes ou romaines seront retracées. Une place particulière sera également donnée aux portraits d'El Greco, qui constituent une part importante de son art... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



10 mars
Bruxelles
Conseil "Emploi, politique sociale, santé et consommateurs" (EPSCO)

Bruxelles
Eurogroupe



10 au 13 mars
Strasbourg
Session plénière du Parlement européen



11 mars
Bruxelles
Conseil des Affaires économiques et financières (ECOFIN)



14 mars
Bruxelles
Conseil "Transports, télécommunications et énergie" (TTE) - (Transports)



17 mars
Bruxelles
Conseil "Affaires étrangères"

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Charles de Marcilly ;
Claire Darmé, Raphaël Frison, Salomé Larcher, Jelena Isailovic

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}